

**COMMUNE D'OLLIIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIIOULES**

**N° 22/04/4.1**

**SEANCE DU 11 AVRIL 2022**

**L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE ONZE AVRIL à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Benoît ADET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Nicole BERNARDINI, (représentée par Robert BENEVENTI)  
Hélène CAREN, (représentée par Christine DEL NERO)  
Ombeline LOMPRES, (représentée par Dominique RIGHI)  
Anaïs HATRET, (représentée par Laetitia QUILICI)

**Secrétaire de séance :** Benoît ADET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : OUI	<b><u>POUR</u></b> :	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :	<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :	

**OBJET : Convention Préfecture du Var / Ville d'Ollioules pour la**  
**télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité –**  
**Avenant n°1**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune d'Ollioules s'est rapprochée de la Préfecture du Var en 2016 pour traiter des modalités des échanges électroniques des actes réglementaires soumis au contrôle de légalité réalisés par la Commune et transmis au Préfet. Une convention en date du 31 août 2016 est venue formaliser l'engagement de la Ville qui s'oblige à transmettre un certain nombre d'actes par voie électronique.

Les actes relatifs à l'application du droit des sols avaient été exclus à l'époque. Ainsi, il convient d'approuver l'avenant tel qu'annexé à la présente afin d'étendre la transmission par voie électronique aux décisions individuelles prises suite à la réception d'une demande de permis de construire, de démolir ou d'aménager, d'une demande de certificat d'urbanisme ou d'une déclaration préalable.

L' ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°16/08/4.4 du 1<sup>er</sup> août 2016 relative à la convention Préfecture du Var/ Ville d'Ollioules pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,

Vu la convention signée du 31 août 2016 relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,


CONSIDERANT la volonté de la Ville de satisfaire à la démarche de transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité du Préfet,


CONSIDERANT qu'il convient d'approuver l'extension du périmètre de la télétransmission aux actes d'urbanisme,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'avenant n°1 à la convention pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité tel qu'annexé à la présente.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



 <b>1.</b> <b>2.   PREFET       DU</b> <b>      VAR</b>	Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité	<div> Envoyé en préfecture le 14/04/2022  Reçu en préfecture le 14/04/2022  Affiché le  ID : 083-218300903-20220411-DEL2022_04_4_1-DE </div>
	Convention entre la préfecture du Var et la Commune d'Ollioules	Date de signature de l'avenant :

## Convention

entre

la Préfecture du Var

et

la Commune d'Ollioules

relative à la télétransmission des actes soumis au  
contrôle de légalité du 31 août 2016

Avenant n° 1  
relatif à l'extension du périmètre  
de la télétransmission aux actes  
d'Urbanisme

## **Extension du périmètre de télétransmission des actes**

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État du 31 août 2016 signée entre :

- 1) la Préfecture du Var représentée par M. le Préfet, ci-après désignée : le « représentant de l'État ».
- 2) et la Commune d'Ollioules représentée par son Maire en exercice agissant en vertu d'une délibération du 11 avril 2022 ci-après désignée : la « collectivité ».

### **Exposé des motifs**

Cet avenant a pour objet de prendre en compte l'extension du périmètre des actes de la « collectivité » transmis par voie électronique au « représentant de l'État » dans le département.

### **Dispositif**

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le représentant de l'Etat et la collectivité conviennent d'étendre la transmission par voie électronique aux actes ci-après définis :

- les décisions individuelles prises suite à la réception d'une demande de permis de construire, de démolir ou d'aménager, d'une demande de certificat d'urbanisme ou d'une déclaration préalable.  
Elle ne concerne, à ce stade, ni les décisions de retrait d'une décision individuelle, ni les décisions tacites.

La collectivité s'engage à transmettre, dans la mesure de ses facultés, les actes sous forme électronique au format natif. Si cela est impossible, elle peut transmettre ces actes numérisés.

La double transmission d'un acte est interdite.

Dans l'hypothèse d'une impossibilité technique de transmettre un acte par voie électronique, la collectivité peut le transmettre sur support papier ou par tout autre moyen préalablement accepté par le représentant de l'État. »

### **Article 2**

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

### **Article 3**

Le présent avenant prend effet le jour de sa signature.

Fait à Ollioules Le [jour] [mois] [année],  
La Maire ROBERT BENEVENTI

Fait à Toulon, le  
Le préfet